



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Réforme des aides d'Etat applicables aux SIEG

♦ La Commission européenne a présenté, le 16 septembre 2011, un paquet de propositions en vue de la révision des textes relatifs à l'application des règles en matières d'aides d'Etat aux services d'intérêt économique général du 25 novembre 2005 (ou "paquet Altmark") qui arrive à expiration en novembre prochain.

Ce paquet soumis à consultation, comporte quatre textes :

1 Une décision relative à l'application de l'article 106.2 du traité FUE aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de SIEG, qui exempte de notification individuelle, "pour autant que leurs activités soient essentiellement limitées à la fourniture de soins de santé et de services sociaux", les hôpitaux, les services répondant à des besoins sociaux essentiels (santé, garde d'enfants, accès au marché du travail, logement social, soins et inclusion des groupes vulnérables), ports, aéroports, liaisons maritimes ou aériennes avec les îles sous conditions de nombre de passagers, pour un mandat inférieur à dix ans (sauf cas d'investissements importants) et si la compensation est inférieure à 15 millions d'euros par an (au lieu de 30 M. dans la décision de 2005). Pour que cette exemption de notification soit applicable, l'entreprise doit recevoir un mandat dont les conditions sont détaillées, de même que les éléments entrant dans le calcul de la compensation. Les Etats membres devront faire rapport tous les deux ans sur la mise en œuvre de la décision. Les transports ferroviaire, terrestre et fluvial n'entrent pas dans ce cadre.

2 Un règlement relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité FUE aux aides *de minimis* accordées aux entreprises fournissant des SIEG. "A la lumière de l'expérience de la Commission", les compensations accordées pour la prestation de services d'intérêt économique général n'affectent pas les échanges et/ou ne menacent pas la concurrence si elles sont octroyées par une autorité locale représentant moins de 10.000 habitants, à une entreprise ayant réalisé moins de 5.000.000 euros de chiffre d'affaires les deux années précédentes et si le montant de la compensation perçue est inférieur à 150.000 euros par an. Le règlement précédent fixait un montant d'aides par entreprise de 200.000 euros sur trois ans, mais ne mettait aucune limite en matière de population et de chiffre d'affaires de l'entreprise.

3 Une communication explicative relative à l'application des règles de l'UE en matière d'aides d'Etat aux compensations octroyées pour la prestation des SIEG. Elle examine : les notions d'entreprise et d'activité économique ; ressources d'Etat ; effet sur le commerce ; les conditions auxquelles les compensations de service public ne constituent pas des aides d'Etat avec une attention particulière portée à "l'existence" d'un SIEG (en particulier elle précise que "En l'absence de réglementation spécifique définissant à l'échelle de l'UE le champ d'existence d'un SIEG, les Etats membres disposent un large pouvoir d'appréciation quant à la définition de ce qu'il considère comme un SIEG" .../...

### Reform of State aid applicable to SGEI

♦ The European Commission, on 16<sup>th</sup> September 2011, presented a package of proposals for the revision of texts relating to the application of rules on State aid awarded to services of general economic interest, dated 25 November 2005 (or the "Altmark package") and which expires in November 2011.

This package submitted for consultation, consists of four texts:

1 A decision on the application of section 106.2 of the FEU Treaty to State aid in the form of public service compensation granted to certain undertakings entrusted with the management of SGEI, which provides for individual exemptions from notification, "provided that the activities in question are essentially limited to the provision of health care and social services", hospitals, services that meet essential social needs (health, childcare, access to the labour market, social housing, treatment and the inclusion of vulnerable groups), ports, airports, sea or air links with the islands, based on the number of passengers, for an entrustment period not exceeding 10 years (except in the case of significant investments) and if the compensation is less than 15 million euros per year (instead of 30m in the 2005 decision). In order for this notification exemption to become applicable, the company must receive an entrustment whose conditions are clearly specified and, equally, the input data for the calculation of the compensation known. Member States shall, every two years, report on the implementation of the decision. Rail, land and inland waterways transports do not fall within this framework.

2 A regulation on the application of sections 107 and 108 of FEU Treaty to *de minimis* aid granted to undertakings providing SGEI. "In light of the Commission's experience", compensation granted for the provision of services of general economic interest do not affect trade and/or do not threaten competition if they are granted by a local authority representing less than 10,000 inhabitants, to a company that has had a turnover of less than 5 million over the past two years and, if the amount of compensation received is less than 150,000 euros per year. The previous regulation fixed the amount of aid per undertaking at 200,000 euros over a period of three years, but did not put a limit on population size neither on the company's turnover.

3 An explanatory communication on the application of EU rules on State aid to compensations granted for the provision of SGEI. It examines: the concepts of enterprise and of economic activity; State resources; effect on trade; conditions under which public service compensations do would not constitute State aid, with a special focus on "the existence" of a SGEI (in particular, it specifies that "In the absence of specific EU rules defining the scope for the existence of an SGEI, Member States have a wide margin of discretion in defining a given service to be an SGEI" .../...

et que "la compétence de la Commission se limite à vérifier que l'Etat membre n'a pas commis d'erreur manifeste d'appréciation"); la question du mandat ; les paramètres de la compensation et la nécessité d'éviter toute surcompensation. Elle développe longuement la problématique du montant de la compensation selon que le SIEG est attribué dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ou non en insistant sur le fait que les critères d'attribution doivent garantir la prestation au moindre coût.

4 Un encadrement de l'UE applicable aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public qui, notamment, dans le chapitre consacré aux conditions de leur compatibilité avec le marché intérieur dit que l'aide doit être octroyée à un "véritable service d'intérêt économique général, au sens de l'article 106.2 du TFUE, auquel il convient de donner une définition correcte" et renvoie à ce sujet aux "orientations" fournies dans sa communication (document n°3 ci-dessus), mais en ajoutant des clauses restrictives, qui vont bien au-delà de l'appréciation d'une "erreur manifeste" ("ne peuvent pas être définis comme des services d'intérêt général les services qui sont déjà fournis ou peuvent l'être de façon satisfaisante et dans des conditions (prix, accès aux services) compatibles avec l'intérêt général, tel que le définit l'Etat, par des entreprises exerçant leurs activités conformément aux règles du marché"). Le texte ajoute en outre que "les Etats membres doivent prouver qu'ils ont pris dûment en considération les besoins en effectuant une consultation publique ou par d'autres moyens appropriés permettant de tenir compte des intérêts des utilisateurs et des prestataires de services." Ensuite sont développées les aspects relatifs au mandat, à la transparence, aux marchés publics et la discrimination. Le calcul du montant de la compensation fait l'objet d'un très long développement. L'encadrement doit être révisé au bout de cinq ans.

Ce paquet de textes pose nombre de questions. Ainsi :

Pourquoi ne considérer les SIEG que sous l'angle de la concurrence et ne prévoir de prendre le paquet sous la seule autorité de la Commission (l'article 106.3, qui lui permet de prendre la nouvelle législation après simple consultation du Conseil et du Parlement), au lieu de la procédure de co-décision plus adaptée à l'importance et à la sensibilité du sujet pour tous les habitants de l'UE ? Pourquoi ne pas chercher à mettre en œuvre toutes les dispositions qu'offrent les articles 9 et 14 TFUE qui permettent au Parlement et au Conseil d'amender le texte, ainsi que le protocole n° 26, la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ?

En dépit d'apparentes avancées (élargissements à "certains services sociaux essentiels" (décision), compensation inférieure à 150 000 euros par an pour les aides *de minimis* (au lieu de 200 000 sur trois ans auparavant), le logement social laissé aux Etats membres, on peut s'inquiéter des restrictions apportées par ailleurs : aides de *de minimis* réservées aux collectivités de moins de 10 000 habitants (quelle part de la population de l'UE représentent-elles, que se passe-t-il quand plusieurs d'entre elles subventionnent le même service ?) apportant une compensation inférieure à 150 000 euros par an, alors que le Comité des Régions, qui est composé d'élus locaux ou régionaux, propose 800 000 euros (voir ci-dessous) ; abaissement à 15 millions d'euros (au lieu de 30) du seuil de notification des compensations de service public.

Pourquoi la communication (document 3) reconnaît-elle le large pouvoir d'appréciation des Etats membres quant à la définition de ce qu'il considère comme un SIEG et que la compétence de la Commission se limite à vérifier que l'Etat membre n'a pas commis d'erreur manifeste d'appréciation, alors que l'encadrement (document 4) stipule que les Etats membres doivent "prouver" qu'ils ont pris dûment en considération les intérêts des utilisateurs et des prestataires de services ? Cela ne va-t-il pas à l'encontre de l'article 1er du protocole n° 26 qui consacre "le rôle essentiel et le large pouvoir discrétionnaire des autorités nationales, régionales et locales pour fournir, faire exécuter et organiser les services d'intérêt économique général d'une manière qui réponde autant que possible aux besoins des utilisateurs" ?

and that "the competence of the Commission is limited to checking whether or not the Member State has committed a manifest error of assessment"; the issue of entrustment; parameters for the compensation and the need to avoid any overcompensation. It develops, at length, the issue of the amount of compensation depending on whether the SGEI is granted through a bidding procedure or not while insisting on the fact that the awarding criteria should ensure service provision at the least cost.

4 A framework from the EU applicable to State aid in the form of public service compensation which, in a chapter on conditions regarding their compatibility with the internal market stipulates, in particular, that aid should be granted for a "real service of general economic interest within the meaning of section 106.2 of the TFEU, to which it would be appropriate to provide a proper definition" and, on this issue, refers to "guidelines" presented in its communication (document no. 3 above), whilst adding restrictive covenants which go well beyond the simple assessment of a "manifest error" ("cannot be defined as services of general interest services that are already provided or those that can be provided in a satisfactory way and under conditions (price, access to services) compatible with the general interest, as defined by the State, by undertakings operating in accordance with market rules"). In addition, the text states that "Member States must demonstrate that they have taken due account of the needs by carrying out a public consultation or through other appropriate means, to address the interests of both the users and service providers." After this, aspects related to the entrustment, transparency, government procurement and to discrimination are expanded on. The calculation of the amount of compensation is the subject of a very detailed expansion. The framework is to be reviewed after five years.

This package of proposals raises some questions. Thus:

Why are the SGEIs considered only from the competition point of view and, why is the package intended to be under the sole authority of the Commission (Article 106.3, which allows it to take on the new legislation simply after a mere consultation of the Council and the Parliament) instead of the co-decision which is most appropriate regarding the importance and the sensitivity of the subject for all EU citizens? Why not try to implement all of the provisions provided for by Articles 9 and 14 of TFEU, which allow the Parliament and the Council to amend the text and, Protocol no. 26, the Charter of Fundamental Rights of the Union European?

Despite apparent advances (extension to "certain essential social services" (decision), compensation of less than 150,000 euros a year for *de minimis* aid (instead of the previous 200 000 over three years) and social housing left under the responsibility of Member States, one may still worry about the restrictions imposed elsewhere: *de minimis* aid reserved for communities with less than 10,000 inhabitants (what fraction of the EU population do they represent, what would happen if several of them subsidize the same service?) providing a compensation of less than 150,000 euros per year, while the Committee of Regions, made up of local and regional leaders, proposes 800,000 euros (see below); the lowering to 15 million euros (instead of 30) of the notification threshold for public service compensation.

Why does the Communication (document 3) recognize the broad discretion powers given to Member States as regards the definition of what it considers as an SGEI, and at the same time the competence of the Commission is limited to only ensuring that a Member State has not committed a manifest error of assessment, whereas the framework (document 4) provides that Member States must "prove" that they have taken due account of the interests of users and service providers? Will that not be in contradiction to Article 1 of Protocol No. 26 which specifies "the essential role and the wide discretion of national, regional and local authorities in providing, commissioning and organising services of general economic interest as closely as possible to the needs of the users"?

On peut également remarquer que les éléments de cohésion économique, sociale, territoriale, environnementale, intergénérationnelle ne sont jamais pris en compte. On peut s'interroger également sur la facilité d'utilisation par les collectivités locales de toutes les notions développées sur la manière de calculer le montant des compensations octroyées, en quoi représentent-elles des simplifications. Par ailleurs, en quoi, la prestation au moindre coût est-elle la meilleure pour une collectivité ?

[http://ec.europa.eu/competition/state\\_aid/legislation/sgei.html](http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/sgei.html)

♦ **Le Comité des Régions** (CdR) a adopté, le 1er juillet 2011, son avis (ECOS-V-016) sur la proposition de réforme des règles de l'UE en matière d'aides d'État applicables aux SIEG de la Commission européenne présentées le 23 mars 2011 (voir bulletin 277/278).

Après avoir rappelé que la révision du paquet législatif sur les aides d'État sous la forme de compensations de service public doit être élaborée dans le respect le plus strict du principe de subsidiarité et sa préférence pour l'article 14 TFEU, et non l'article 106, comme base juridique, le CdR précise que les textes du paquet doivent garantir l'application la plus souple possible du droit de la concurrence relatif aux services d'intérêt économique général. A cet effet, il propose, en particulier, que le seuil du règlement *de minimis* soit relevé pour les compensations de service public à hauteur de 800 000 euros par an de façon à exclure du champ du contrôle des aides d'État l'ensemble des services publics de proximité reposant, notamment, sur le tissu associatif local et sur des microentreprises sociales de quartier ; il s'oppose à l'introduction d'une évaluation de l'efficacité économique des compensations de services d'intérêt économique général par la Commission ; il propose des critères objectifs qui neutralisent a priori tout risque d'affectation des échanges intracommunautaires : compétence territoriale limitée de certains opérateurs régis par des régimes d'autorisation, compétence d'objet limitée de certains opérateurs, publics ou privés, créés spécifiquement pour fournir un service public particulier sur un territoire donné et n'assurant aucune activité commerciale sur le marché, caractère sans but lucratif de certaines entreprises sociales. Le Comité des Régions a adopté, le 12 octobre 2011, un avis révisé proposant des amendements en ce sens aux propositions de la Commission : règlement relatif aux aides *de minimis*, suppression du seuil de 10.000 habitants, seuil du montant de la compensation porté à 800.000 euros ; décision relative aux compensations de services public, montant ramené à 30 millions d'euros, suppression de la durée du mandat.

<http://www.toad.cor.europa.eu/AgendaDocuments.aspx?pmi=ha5jDW%2bOWSGO8wl1HSg2avQLCO8zrXVqdLxAynYqvwQ%3d>

♦ **L'Intergroupe Services Publics** du Parlement européen a reçu, le 12 octobre 2011, le commissaire Almunia en charge de la concurrence pour débattre de ses projets de révision des règles applicables aux aides d'État. Après avoir remarqué qu'en ces temps de crise il y avait moins d'argent pour les services publics et qu'il fallait mieux l'utiliser, celui-ci, notamment, s'est dit ouvert jusqu'à la dernière minute sur le seuil 10.000 habitants et sur l'obligation de notification, mais il ne n'entend pas revenir sur la base juridique retenue (article 106.2), sauf "si le Parlement [lui] retirait sa confiance", car pour M. Almunia "on est dans le domaine exclusif de la Commission, qui doit pouvoir exercer son pouvoir de contrôle, et l'application de l'article 14 dépend d'une décision politique".

♦ **Plusieurs organisations de la société civile**, dans une lettre ouverte, en date du 29 septembre 2011, adressée au commissaire Almunia soulignent que si la base juridique retenue par la Commission pour adopter sous sa propre responsabilité le paquet relatif aux aides d'État applicables aux SIEG avec une simple consultation du Conseil et du Parlement (article 106.3 TFEU) est légale, elle n'est cependant pas légitime. L'importance des SIEG nécessite de recourir à la procédure législative normale (article 14 TFEU) afin que le Parlement et le Conseil puissent amender, s'ils le souhaitent, les propositions de la Commission.

<http://www.epsu.org/a/8047>

One can also observe that economic, social, territorial, environmental and intergenerational aspects of cohesion are never taken into account. There are also questions that can be raised regarding the ease of use, by local authorities, of all the concepts that are being proposed on how to calculate the amount of compensation to be awarded, in what ways do they represent simplifications. Moreover, in what way is the provision of services at the lowest cost be considered the best option for a community?

[http://ec.europa.eu/competition/state\\_aid/legislation/sgei.html](http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/sgei.html)

♦ **The Committee of the Regions** (CoR), on July 1, 2011, adopted its opinion (ECOS-V-016) on the proposed reform of EU rules on State aid applicable to SGEL, made by the European Commission and presented on March 23, 2011 (see newsletter 277 / 278).

After recalling that the review of the legislative package on State aid in the form of public service compensation should be developed in strict compliance with the subsidiarity principle and the Committee's preference for Article 14 TFEU, rather than Article 106 as the legal basis, the CoR states that the texts of the package must ensure the most flexible implementation of the competition law on services of general economic interest. To this end, it suggests, in particular, that the threshold of the *de minimis* regulation for public service compensation be raised to the tune of 800,000 euros per year, in order to exclude, from the scope of the verification of State aid, all local public services based, in particular, on the local associative networks and on social micro-entrepreneurs of the neighborhood; it is opposed to the introduction of appraisal of the economic efficiency of compensations of services of general economic interest by the Commission; it proposes objective criteria that would, a priori, offset any risk of affecting intra-Community trade: limited territorial remit of certain operators governed by authorisation schemes, the limited functional scope of other public or private operators set up specifically to provide a particular public service in a given area and not carrying out any commercial activity on the market, and the not-for-profit nature of certain social undertakings. The Committee of the Regions adopted, on 12 October 2011, a revised opinion, proposing amendments to that effect to the proposals of the Commission: regulation on *de minimis* aid, removal of the threshold of 10,000 inhabitants, the threshold amount of compensation raised to 800,000 euros; decision on public service compensations, the amount brought to 30 million, scrapping of the duration of entrustment.

<http://www.toad.cor.europa.eu/AgendaDocuments.aspx?pmi=ha5jDW%2bOWSGO8wl1HSg2avQLCO8zrXVqdLxAynYqvwQ%3d>

**The Public Services Intergroup** of the European Parliament invited, on October 12 2011, the Commissioner Almunia, in charge of Competition, to discuss its proposed revisions to the rules applicable to State aid. Having observed that during these times of crisis there was less money for public services and thus there was need to spend it carefully, the Commissioner said he remained open on the threshold of 10,000 inhabitants and on the notification requirement, but he was not prepared to change on the issue of the suggested legal basis (Article 106.2), except "if the Parliament withdrew its confidence [from him]," because, for Mr. Almunia "this is in the exclusive domain of the Commission, which must exercise its supervisory powers, and the application of Article 14 depends on a political decision."

♦ **Several organizations of civil society**, in an open letter, dated September 29, 2011 addressed to Commissioner Almunia, stressed that if the legal basis retained by the Commission to adopt, under its own responsibility the package on State aid applicable to SGEL, through a simple consultation of the Council and of the Parliament (Article 106.3 TFEU) is legal, it is, nevertheless, not legitimate. The importance of SGEL requires the use of the normal legislative procedure (Article 14 TFEU) so that Parliament and the Council may amend, if they so wish, the proposals of the Commission.

<http://www.epsu.org/a/8047>

## Coopération public-public

Considérant que, selon la jurisprudence de la Cour de justice UE, les contrats entre pouvoir adjudicateurs ne pouvaient être automatiquement considérés comme ne relevant pas du droit de l'UE sur les marchés publics, la Commission européenne a publié, le 4 octobre 2011, un document explicatif à destination des pouvoirs adjudicateurs qui souhaitent pouvoir coopérer (SEC(2011) 1169). Il examine le droit qui s'applique aux marchés publics conclus entre pouvoirs adjudicateurs, les différentes formes de coopération pouvant être exemptées de cette réglementation, ainsi que les autres types de relations dans le cadre de la législation de l'UE sur les marchés publics.

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/publicprocurement/docs/public\\_public\\_cooperation/sec2011\\_1169\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/docs/public_public_cooperation/sec2011_1169_fr.pdf)

## Transports

**Espace ferroviaire européen** : Le Conseil transport du 16 juin 2011 est parvenu à une orientation générale en retrait sur le projet de refonte du premier paquet ferroviaire présenté le 17 septembre 2010 par la Commission européenne (voir bulletin 271), sur la question des règles régissant l'accès des entreprises ferroviaires aux installations de services et aux services fournis dans ces installations. Ainsi, il a proposé, notamment, que i/ lorsqu'un exploitant d'installations de services dépend d'une entité en position dominante, l'exploitant doit être indépendant de cette entité "dans une certaine mesure", grâce notamment à une séparation des comptes, ainsi qu'à une indépendance organisationnelle et décisionnelle "sans toutefois aller jusqu'à l'établissement d'une entité juridique distincte" ii/ le gestionnaire de l'infrastructure ou l'exploitant de service aura la possibilité de s'adapter progressivement à la méthode de calcul des coûts directs (5 ans à partir de la date limite de transposition) iii/ le financement de l'infrastructure ferroviaire sera améliorée "en réalisant une planification à plus long terme. Toutefois, il a retenu la clause prévoyant qu'une installation qui n'est pas utilisée pendant trois ans doit être rendu. Le Parlement européen doit se prononcer en novembre prochain.

### Vers un SIG européen de réservation de billets de trains ?

Un nouveau règlement technique, applicable dès sa publication au Journal officiel de l'UE, visant à faciliter la planification des voyages et l'émission de billets pour des trajets ferroviaires à l'échelon paneuropéen a été adopté par la Commission européenne le 5 mai 2011. Il impose une normalisation des données relatives aux prix et aux horaires du trafic voyageurs. Les principales informations nécessaires à la réservation et à l'émission de billets seront interoperables et pourront être échangées entre les entreprises ferroviaires dans toute l'UE et entre les vendeurs de billets (règlement (UE) n°450/2011, publié au JO-UE du 12 mai 2011 L 123/11).

[http://ec.europa.eu/transport/its/consultations/2011\\_05\\_27\\_m\\_ultimodal\\_journey\\_planner\\_en.htm](http://ec.europa.eu/transport/its/consultations/2011_05_27_m_ultimodal_journey_planner_en.htm)

## Nouveau site du CELSIG

Nous vous invitons à visiter le site web du CELSIG [www.celsig.org](http://www.celsig.org) qui a été totalement rénové. Il comporte en particulier un moteur de recherche exclusif qui permet d'accéder en 3 clics à toute l'actualité européenne des 15 dernières années sur les services d'intérêt général, sur la base des 275 numéros parus de Nouvelles News Europe, avec deux approches, sectorielle et transversale.

Cet outil exceptionnel met à la disposition de tous les éléments de la problématique des services d'intérêt général et de l'intérêt général en Europe.

## Public-public cooperation.

Considering that, according to the case law of the EU Court of Justice, contracts between contracting authorities could not be automatically considered as not governed by the EU law on public procurement, the European Commission published, on October 4, 2011, an explanatory document to the attention of contracting authorities who wish to be able to cooperate (SEC (2011) 1169). It examines the law that is applicable to public procurement contracts signed between a contracting authorities, various forms of cooperation that can be exempted from these regulations, as well as other types of relationships in the context of EU legislation on public procurement.

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/publicprocurement/docs/public\\_public\\_cooperation/sec2011\\_1169\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/docs/public_public_cooperation/sec2011_1169_en.pdf)

## Transports

**European railway space**: The Transport Council meeting held on 16 June, 2011, adopted a general approach, a backward move, on the overhaul of the first railway package presented on September 17, 2010 by the European Commission (see newsletter 271), on the issue of rules governing the access of railway companies to service facilities and to services provided at those facilities. Thus, the Council suggested, in particular, that i / where an operator of service facilities belongs to a body or firm that holds a dominant position, the operator must "to a certain extent" be independent from that body through, in particular the separation of accounts as well as independence in organisational and decision-making terms, but does not require the establishment of a separate legal body ii / the infrastructure manager or service facility operator will have the possibility to gradually adapt to the methodology for calculating direct costs (during a period of five years after the deadline for the transposition of the directive in national law) iii / financing of rail infrastructure will be improved "by making a longer-term planning". However, it retained the clause stipulating that a facility that has remained unused for three years must be handed back. The European Parliament is to take a decision in November.

### Towards a European SGI for train ticket booking?

A new technical regulation, applicable upon publication in the Official Journal of the EU, aimed to facilitate travel planning and ticketing for train trips at the pan-European level was adopted by the European Commission on, May 5, 2011. It requires a standardization of data on prices and on passenger traffic schedules. The essential data required for booking and ticketing will be interoperable and can be exchanged among railway companies throughout the EU and among ticket sellers (Regulation (EU) No 450/2011, OJ- EU of 12 May 2011 L 123/11).

[http://ec.europa.eu/transport/its/consultations/2011\\_05\\_27\\_m\\_ultimodal\\_journey\\_planner\\_en.htm](http://ec.europa.eu/transport/its/consultations/2011_05_27_m_ultimodal_journey_planner_en.htm)

## CELSIG new website

You are invited to visit our new CELSIG, [www.celsig.org](http://www.celsig.org), website which has undergone dramatic renovation. It includes, in particular, an exclusive search engine that provides access, in just 3 clicks, to any European news on services of general interest covering the last 15 years, based on the 275 past issues of the News Europe newsletter, and offering two approaches, sectoral and transversal.

This unique tool places at the disposal of everyone all the information concerning the issues of services of general interest and of general interest in Europe.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Pour recevoir par e-mail. *To receive by E-mail* [www.celsig.org](http://www.celsig.org)